

Développement en dents de scie

Au lendemain des indépendances, beaucoup de pays africains dopés par l'euphorie d'une liberté nouvellement acquise, entrevoyaient un développement sinon une amélioration substantielle des conditions de vie des populations aux horizons de l'an 2 000. Suite à un essoufflement quasi-généralisé de ces économies à la fin des années 70, les institutions financières de Bretton-Woods (FMI et Banque Mondiale) rendaient au chevet de ces pays malades et leurs concoctaient d'après remèdes (Programmes d'ajustement structurels) censés redresser la situation.

Force est de constater aujourd'hui que malgré ces programmes et en dépit de toutes les formes d'assistance (aide bilatérale, multilatérale et autres), le niveau de vie des populations africaines, dont la Mauritanie, ne cesse de chuter. Toutefois selon des projections optimistes, la tendance devrait s'inverser pour ce pays avec notamment la découverte du pétrole. Après ce constat peu reluisant un certain nombre de questions s'imposent dans le cas spécifique de la Mauritanie : Quels sont les principaux obstacles au développement du pays ? L'aide accumulée depuis plus de quarante ans est-elle allée à bon port ? Quels types d'assistance pour la Mauritanie ?

Pays pauvre dépourvu de richesses et même d'une capitale au moment de son accession à l'indépendance en 1960, la Mauritanie a réussi l'exploit de faire émerger au milieu du désert un état moderne doté en quelques années d'infrastructures essentielles à l'épanouissement des populations. Jusqu'au début des années 70 le niveau de vie des populations était acceptable puisque l'Etat arrivait à assumer sans grosses difficultés l'ensemble des charges publiques et l'assistance aux populations victimes d'aléas naturels. Cette embellie sera mise à mal après l'implacable sécheresse de 1973 et surtout l'entrée en guerre de la Mauritanie au près du Maroc contre le Polisario de 1975 à 1979. C'était alors là le premier sérieux obstacle au développement du pays. L'essentiel des recettes de l'Etat était consacré

aux efforts de guerre. Malgré le retrait de la Mauritanie de cette confrontation et l'arrivée de différents régimes successifs, la situation économique ne va pas s'améliorer. Même la mise en place d'institutions démocratiques en 1992 et la libéralisation de l'économie ne vont infléchir la situation. Plusieurs facteurs expliquent ce retard et en premier lieu la bonne gouvernance.

La bonne gouvernance

La bonne gouvernance, exige une transparence totale dans la gestion des biens de l'Etat. Acet éfct la mise en place d'institutions démocratiques ayant un réel pouvoir d'action et de contrôle du fonctionnement de l'Etat est une condition indispensable. En principe, les populations exercent un contrôle de l'action gouvernementale par le biais du parlement. Toutefois il semble que les soucis des élus locaux mauritaniens (appartenant en très large majorité au parti présidentiel) sont plutôt de faire bonne figure auprès du pouvoir et de profiter de leurs positions pour améliorer leurs situations matérielles et financières.

En outre, une institution comme la cour des comptes ne peut mener à bien son action que si elle est indépendante et pourvue de véritables moyens à même d'exercer son oeuvre. C'est le cas aussi de la justice qui n'arrive toujours pas à se démarquer du pouvoir en place. Nonobstant cette situation, ayant compris que toute politique de développement passe d'abord par le sacro-saint principe de bonne gouvernance (et il faut le dire sur pression des partenaires au développement), le gouvernement mauritanien a fait de cette question l'une de ses priorités. D'ailleurs un projet de loi devrait bientôt voir le jour dans ce sens.

D'autre part le problème de la capacité d'absorption continue toujours de freiner l'essor de l'économie mauritanienne. Il s'agit là des sérieux problèmes de formation et de qualification des cadres et autres collaborateurs. Une fois nommés à la tête de grandes entreprises d'Etat ou d'importants projets, les responsables font souvent preuve de népotisme et de favoritisme dans le recrutement des collaborateurs. Ce qui ne va pas sans nuire au fonctionnement de ces institutions qui seront ainsi handicapées par manque de professionnalisme.

Identification des projets

Par ailleurs l'identification des projets pose également problème. Là il s'agit surtout de la définition des activités et de la formulation des objectifs qui ne cadrent pas toujours avec les réalités du pays. A titre d'exemple le PDIAM avait tenté d'exporter durant deux ans certains fruits et légumes. Cette expérience a été arrêtée depuis l'année dernière faute de motivation réelle des acteurs concernés qui pour la plupart sont plus des commerçants que des agriculteurs. C'est d'ailleurs le cas pour plusieurs projets qui s'empêtrent entre les objectifs tantôt fixés et leurs réalisations.

Par ailleurs, il est dommage que la majorité des fonds de ces projets soient destinés à des études (consultants internationaux et nationaux) et à l'organisation d'ateliers ou de séminaires dont les recommandations dorment le plus souvent au fond des bureaux.

En dehors du problème de la bonne gouvernance, il faut dire que c'est tardivement que la Mauritanie s'est dotée d'un cadre propice à l'investissement. Les refontes du code des investissements et du code minier ont permis d'attirer des dizaines de sociétés étrangères. Jusque là, seuls le secteur minier et celui du pétrole ont été la convoitise de multinationales étrangères. Les autres secteurs de l'économie, bien moins porteurs n'attirent que très peu de promoteurs étrangers. Il faut dire que les différents problèmes qui ont opposé des hommes d'affaires étrangers à leurs partenaires mauritaniens et qui ont été le plus souvent à l'avantage de nos compatriotes, ont eu des répercussions négatives sur l'image du pays à l'extérieur.

Néanmoins l'exploitation prochaine du pétrole laisse envisager un boom de la croissance économique du pays. Il y aura lieu de veiller à ce que cette richesse soit équitablement répartie au niveau des différentes couches sociales du pays.

Répartition équitable des richesses

Il faut remarquer que la répartition de la richesse a toujours posé problème et d'ailleurs l'opposant Ahmed Ould Daddah n'avait cessé de répéter que la dette accumulée depuis les années 80 (plus de 2 milliards de dollars) n'avait profité qu'à quelques individus. En effet, plusieurs mauritaniens se sont en-

richis grâce aux financements octroyés par les bailleurs de fonds au détriment des populations bénéficiaires de ces aides. L'on se rappelle que de nombreux projets et institutions publiques avaient été secourus par des scandales de détournements sans grands risques pour les auteurs de ces forfaits. La dernière grande affaire à avoir défrayé la chronique fut le scandale de la vente de la raffinerie de pétrole de Nouadhibou où semble-t-il plusieurs hauts responsables étaient impliqués. Des fortunes se sont ainsi érigées en l'espace de quelques mois sur le dos de pauvres citoyens dépourvus d'instruction suffisante pour saisir les tenants et aboutissants de ces machinations. C'est cette course à l'enrichissement personnel (le plus souvent dans des conditions illicites) qui est à l'origine de tous les dépassements. Le plus grave c'est que les autorités semblaient s'accommoder de cette situation malgré les appels lancés sans cesse pour une campagne anti-corruption.

Les principaux secteurs bénéficiaires de l'aide (Education, santé, développement rural) s'empêtrant toujours dans de graves difficultés dans des secteurs sont loin d'avoir répondu aux attentes et espoirs suscités au moment de la signature des accords de financement.

Aide bilatérale : le Japon en tête

Depuis l'indépendance la Mauritanie a bénéficié d'une aide conséquente octroyée soit bilatéralement par des pays amis (Japon, France, Espagne, Allemagne etc.) soit multilatéralement par le biais de la Banque mondiale, du FMI, de l'UE, de la BADEA, du FADES, de la BID, de la BAD etc. Mieux en se faisant reclassés dans les rangs des pays les moins avancés (PMA) et en intégrant les pays pauvres très endettés (PPTTE), la Mauritanie s'est ouverte la voie d'une aide substantielle qui se chiffre à plusieurs millions de dollars par an. Les premiers partenaires bilatéraux du pays sont par ordre d'importance le Japon, la France, l'Espagne et l'Allemagne. La puissance colonisatrice qui jusqu'à là était la principale pourvoyeuse de l'aide mauritanienne avec une aide publique au développement dépassant au total le milliard de dollars s'est vue rat-

trappée et dépassée par le Japon qui en l'espace de quelques années s'est d'ailleurs imposé un peu partout en Afrique. Suivent ensuite l'Espagne et l'Allemagne dont l'assistance a été accrue ces dernières années.

Pour leur part la Chine et les Etats Unis ont une autre conception de l'aide. Plus pragmatique et concrète l'aide chinoise bien que peu importante par rapport aux principaux donateurs de la Mauritanie, est bien plus perceptible pour le commun des mauritaniens. Les différentes infrastructures érigées par ce pays à Nouakchott depuis l'indépendance en témoignent. Autre avantage, la Chine ne pose aucune conditionnalité pour l'octroi de son assistance. Pour leurs parts les Etats Unis préfèrent collaborer directement avec les populations par le biais de la société civile et autres formes de représentations des communautés locales. Cette forme d'aide à l'avantage de profiter directement aux populations. Outre cette aide, le gouvernement américain par le biais de différents organismes donateurs (grandes ONG internationales et la plupart des institutions internationales) intervient de manière conséquente dans l'octroi de l'aide mauritanienne.

Quant à l'aide multilatérale elle est principalement fournie par les institutions de Bretton Wood (Banque Mondiale et FMI), l'Union européenne, les institutions financières islamiques et arabes (BADEA, FADES, BID), la BAD...

La plupart des grands projets mauritaniens ont vu le jour sur financement de l'un de ces organismes ; c'est le cas aujourd'hui du grand projet Atout Es Sahéli qui bénéficie d'un financement de 200 millions de dollars octroyés par la BADEA. La route Nouakchott Nouadhibou a également bénéficié du financement d'organismes arabes et islamiques. Toutefois en raison des différents programmes d'ajustement structurel, une bonne partie de l'aide passe par le filtre de la Banque Mondiale. Cette aide est aujourd'hui assortie d'un ensemble de conditions (démocratisation, libéralisme économique, bonne gouvernance etc.) dont l'impact reste mitigé.

Il semble que les assistances américaines et chinoises plus directes et plus profitables aux populations sont plus appropriées en Mauritanie où l'aide n'est toujours pas allée dans la bonne direction.